

## AKTUELL

« PLATZVERWEIS RENFORCÉ »

# Opposition contre un projet de loi

María Elorza Saralegui

**L'association Solidaritéit mat den Heescherten exige le retrait du projet de loi dit « Platzverweis renforcé », dont elle dénonce « les fins répressives ».**

L'extension des pouvoirs de la police, des peines disproportionnées, une « institutionnalisation » de l'arbitraire, un danger pour la liberté de rassemblement : des dix avis formellement introduits depuis le dépôt du projet de loi visant le renforcement du « Platzverweis » (éloignement), huit émettent des doutes considérables, tandis que la Chambre des salariés le rejette purement et simplement. Tel qu'il a été présenté par le ministère des Affaires intérieures, le projet propose de renforcer une loi précédente sur la Police grand-ducale. Alors que celle-ci prévoit déjà l'éloignement d'une personne d'un lieu quand elle entrave l'entrée d'un bâtiment, la nouvelle proposition introduite en juillet dernier vise une pénalisation plus stricte des comportements « dérangeants » (woxx 1796). Parmi ceux-ci, l'entrave à la circulation sur la voie publique, le fait d'importuner des passant-es et de troubler la « tranquillité, la salubrité ou la sécurité publique ». Sont surtout visées, et c'est bien la critique principale de l'association Solidaritéit mat den Heescherten dans un avis communiqué à la presse fin mars, les personnes en situation de précarité et de sans-abrisme, dont on chercherait l'écarterment des centres-villes.

Comme pour le projet de loi proposant l'introduction de la mendicité « agressive » dans le code pénal (woxx 1810), la proposition d'éloignement renforcé manque, elle aussi, de définitions claires. Aussi bien Solidaritéit mat den Heescherten que les parquets de la justice relèvent dans leurs avis respectifs l'ambiguïté des mots « salubrité, sécurité ou tranquillité publique ». Au lieu d'une définition, le projet propose une appréciation subjective de la part de la police administrative, laissant la place au doute face à des situations peu claires. « Une personne assise dans une zone piétonne et parlant à haute voix, trouble-t-elle la tranquillité publique ? », demande par exemple la Chambre des salariés dans son avis. L'application risquerait d'être arbitraire et peu prévisible.

Car même les « comportement inciviques », n'impliquant pas forcément un danger, pourraient être pénalisés. Ainsi, la police administrative pourrait

ordonner à une personne de s'éloigner d'un lieu dans un cercle de deux kilomètres de diamètre et pendant 48 heures. En cas de non-respect, le projet envisage une interdiction temporaire de lieu d'une durée maximale de 30 jours et visant plusieurs rues, voire un quartier entier, ou encore une amende de 25 à 250 euros. Une demande « irréaliste » pour une personne en situation précaire, dénonce la Cour supérieure de justice. « L'on peut douter que les restrictions apportées à la liberté d'aller et de venir soient bien proportionnelles et nécessaires », conclut à son tour le Parquet général.

Autre point critiqué : la mesure d'interdiction reposerait dans les mains du ou de la bourgmestre et non d'une autorité judiciaire, menaçant la garantie de séparation des pouvoirs, opinent les justices de paix dans un avis commun. De ce fait, une voie de recours n'est pas prévue non plus.

## Atteinte aux droits fondamentaux

Les personnes en situation de sans-abrisme ne seraient pas les seules touchées par le projet : la police ayant le pouvoir d'éloigner des personnes qu'elle juge comme « entravant la liberté de circulation » d'autrui, des manifestant-es, même dans des rassemblements autorisés par la mairie, pourraient être visé-es par les mesures. « À part l'absence de prévisibilité et de proportionnalité de telles mesures destinées à entraver la liberté de réunion et d'association, ces mesures constituent des actes d'intimidation à l'égard des organisateurs de tels rassemblements dont notamment les syndicats », juge la CSL.

La possible criminalisation de comportements qualifiés par des agents de police comme étant « dérangeants », sans pour autant apporter plus de clarification sur ces derniers, s'attaquerait « à un des droits citoyens les plus élémentaires, celui d'aller et de venir », critique ainsi Solidaritéit mat den Heescherten. Ceci dans un contexte social où les déguerpissements de locataires (woxx 1821) augmentent parallèlement au risque de pauvreté. L'association doute alors du sens du projet. Depuis l'introduction de la première loi sur le « Platzverweis », en 2022, huit éloignements forcés ont eu lieu. Ces chiffres contredisant « toute idée d'urgence politique », l'association exige, tout comme la CSL, le retrait du projet de loi.

## SHORT NEWS

## Emissions: Réduzierung oder Erhöhung?

(mes) – Luxemburg sei weiterhin auf dem Weg, in den nächsten fünf Jahren die Emissionen um 55 Prozent, verglichen mit jenen im Jahr 2005, zu reduzieren. Dies versicherte Umweltminister Serge Wilmes (CSV) in einer öffentlichen Sitzung am 1. April gegenüber des Parlaments auf Anfrage des Abgeordneten David Wagner (déi Lénk). Entgegen den angegebenen Prognosen der hiesigen Statec, auf deren Berechnungen sich die Regierung für die Aktualisierung des nationalen Energie- und Klimaplan (Pnec) stützte, meldete das statistische Amt der EU (Eurostat) für das Jahr 2024 hingegen keine Verringerung, sondern eine Zunahme der landesweiten Emissionen – um 6,6 Prozent verglichen mit 2023. In dieser Statistik übertraf nur Litauen Luxemburg. „Wir sind hier auf einer deutlichen Kurve nach oben, ganz anders, als es die Statec vorgerechnet hat“, so Wagner. Die Statec selbst habe noch keine genauen Zahlen für das Jahr 2024, antwortete der Umweltminister daraufhin. Diese sollen erst im April 2026 vorliegen. Demnach sei ein Vergleich mit den Daten des Eurostat auch noch nicht möglich. „Doch es würde mich stark wundern, wenn wir nicht weiterhin auf dem nötigen Kurs liegen würden, um unsere Reduktionsziele zu erreichen“, so Wilmes weiter, der die Zahlen der Statec als „zuverlässig“ einstufte. Den vorhandenen Berechnungen der Statec zufolge – die für das Jahr 2023 wurden Mitte März dieses Jahres veröffentlicht – seien die Gesamtemissionen 2023 um 2,8 Prozent zurückgegangen. Dies entspreche einer Reduzierung von 32 Prozent verglichen mit 2005. Luxemburg bleibt dennoch weiterhin eins der EU-Länder mit dem größten CO<sub>2</sub>-Fußabdruck. Laut Eurostat sind EU-weit die Emissionen innerhalb von drei Jahren insgesamt von 851 Millionen Tonnen CO<sub>2</sub> auf 767 gegen Ende des vergangenen Jahres gesunken.

## Des vivaces joignent le « Wëllplanzesom »

(ts) – Sources essentielles de nourriture et habitats pour les insectes pollinisateurs, les plantes sauvages sont indispensables à la biodiversité. Depuis 2018, le syndicat intercommunal pour la conservation de la nature (Sicona), avec le soutien financier du ministère de l'Environnement, développe la production de semences, selon des critères écologiques stricts. Composés majoritairement d'espèces naturellement présentes au grand-duché, les mélanges de semences – commercialisés sous le nom de « Wëllplanzesom Lëtzebuerg » – sont ensuite vendus. Plus de 70 espèces de plantes sauvages indigènes, principalement des espèces typiques des prairies, sont cultivées dans plus de 15 exploitations agricoles partenaires du Wëllplanzesom Lëtzebuerg (woxx 1799). Cette année, des plantes vivaces indigènes viennent compléter l'offre, destinées tant aux jardins privés qu'aux espaces verts publics communaux. Leur production sera certifiée par un nouveau label de qualité, le Wëllplanzesom Lëtzebuerg-Stauden, qui garantira la qualité et l'origine régionale des vivaces. Les graines utilisées pour la culture sont collectées par des biologistes dans les différents espaces naturels du Luxembourg, explique le Sicona. Des horticulteur-rices certifié-es cultivent ensuite les jeunes plantes pour collecter leurs semences. Dorénavant, quatre pépinières s'occupent de la production des vivaces. Seuls des produits phytosanitaires et des engrais autorisés dans la culture biologique sont utilisés. La liste des points de vente est à retrouver sur le site [wellplanzen.lu](http://wellplanzen.lu).

## Gleichstellungsplan: „Keine Revolution“

(mc) – „Die Neuauflage des Aktionsplans ist keine Revolution“, sagte Gleichstellungsministerin Yuriko Backes (DP) bei der Vorstellung des aktualisierten „Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes“ (PAN). Die Regierung hatte den PAN Anfang März verabschiedet, vorgestellt wurde er Anfang dieser Woche gemeinsam mit Danièle Siebenaler, Präsidentin des Observatoire de l'égalité. Der Plan zählt 55 Maßnahmen, gegliedert in drei Prioritäten, mit denen sechs Ziele zur Gleichstellung verfolgt werden. Ein Ausbau des Observatoire als zentrales Instrument zur Datenerhebung soll eine evidenzbasierte Politik ermöglichen – ein wichtiger Schritt angesichts der bislang oft lückenhaften Datenlage in Luxemburg. Positiv ist auch, dass zentrale Forderungen aus der Stellungnahme des CID zum vorherigen PAN, etwa die Einführung intersektionaler Perspektiven und eine verstärkte Nachverfolgung, berücksichtigt wurden. Andere jedoch, wie die verpflichtende Integration von Gender Studies in Ausbildungen, fehlen weiterhin. Zudem wurde der Bereich geschlechtsbasierter Gewalt aus dem Gleichstellungs-PAN herausgelöst. Er soll im Laufe des Jahres in einem eigenständigen neuen Aktionsplan behandelt werden. Laut Backes soll das dazu beitragen, helfen, Frauen nicht länger nur als Opfer wahrzunehmen. „Ein kleiner Wermutstropfen bleibt: Der Titel des PAN bleibt sprachlich binär, dabei hätte eine Anpassung wie beim kommunalen Aktionsplan der Stadt („Plan d'action communal pour l'égalité des chances“) auch national ein inklusiveres Signal setzen können.“